

Questions orales

États-Unis alors qu'il pourrait se produire une grave marée noire au large de notre côte ouest? Devons-nous attendre le gouvernement américain? Le gouvernement va-t-il agir?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, je signale au député que le pétrole d'Alaska ne peut produire aucune marée noire étant donné qu'il n'existe aucun pipe-line.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre. Le temps va nous manquer. La présidence va donner la parole au député d'Edmonton-Est pour une question supplémentaire et ensuite à quelques députés de la dernière rangée.

GAZ NATUREL—LE PROJET DE GAZODUC DU LITTORAL DE LA BAIE D'HUDSON

M. William Skoreyko (Edmonton-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Peut-il nous dire si la décision a été prise de construire un gazoduc le long de la côte est de la baie d'Hudson dans les trois prochaines années, comme l'a annoncé récemment le premier ministre Bourassa à New York?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Non, monsieur l'Orateur. La Panarctic, la Tenneco, la Trans-Canada Pipe Lines et le Canadien Pacifique ont fondé un consortium en vue de réaliser une étude de faisabilité de la construction d'un gazoduc sur la côte ouest ou est de la baie d'Hudson. Il ne s'agit que d'une étude de faisabilité.

* * *

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

LE PROJET CANADO-FRANÇAIS D'OBSERVATOIRE ASTRONOMIQUE—DEMANDE DE DÉPÔT DE L'ACCORD—LE PARTAGE DES FRAIS

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, j'essaie depuis plusieurs jours de corriger un énorme oubli dans cette Chambre concernant la direction dans laquelle les questions sont posées d'un côté à l'autre de la Chambre. J'aimerais poser ma question à un ministre qui a été honteusement négligé, pour des raisons que j'ai peine à m'expliquer. Je poserai ma question, et ma question supplémentaire je l'espère, au ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie. L'honorable représentante a-t-elle l'intention de déposer l'accord conclu entre les gouvernements canadien et français régissant la construction et l'exploitation conjointe d'un observatoire astronomique à Hawaii?

[Français]

L'hon. Jeanne Sauvé (ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie): Monsieur le président, j'ai, bien sûr, pris connaissance de ce projet aux fins de constater s'il s'insérerait dans le cadre d'une politique générale de recherche en astronomie, mais comme l'honorable député le sait, le Conseil national de recherches relève de mon estimé collègue, le président du Conseil du Trésor.

[Traduction]

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Peut-être ma question supplémentaire devrait-elle s'adresser au président du

[M. Woolliams.]

Conseil du Trésor. Je n'obtiendrai peut-être pas de réponse, mais j'essaierai quand même. Le président du Conseil du Trésor pourrait-il maintenant dire à la Chambre quel partage on propose ou on envisage à ce moment-ci pour les coûts de construction, l'exploitation et le temps disponible entre le Canada et la France pour cet observatoire?

M. l'Orateur: Je me permets de signaler respectueusement au député que sa première question aurait dû figurer au *Feuilleton* et que la même observation vaut pour la deuxième. Le député pose une question très détaillée qui, normalement, à mon avis, devrait faire l'objet d'une question écrite. Peut-être le député aimerait-il suivre ma suggestion.

* * *

LES PRIX DE L'ALIMENTATION

LE FREINAGE DE LA MONTÉE—LES ENTRETIENS FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Vu la déclaration qu'a faite hier le ministre de l'Agriculture au comité spécial sur les tendances des prix de l'alimentation, le gouvernement entend-il prendre des mesures concernant les prix des aliments au Canada et le gouvernement a-t-il, en fait, un programme d'urgence à cette fin et en a-t-il discuté avec les provinces?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, le député n'a pas mentionné de quelle partie de la déclaration du ministre de l'Agriculture il s'agissait. S'il voulait me le dire, je pourrais lui donner une réponse plus précise.

M. McGrath: Une question supplémentaire donnera peut-être les précisions qui s'imposent. Le ministre de l'Agriculture a signalé hier que le plan d'urgence n'avait pas encore été établi—et c'est l'essence de sa déclaration—et que le prix des denrées alimentaires allait toujours croissant. A partir de cette déclaration, monsieur l'Orateur, la question que j'adresse au ministre est la suivante: le gouvernement a-t-il un plan précis pour régler la question du prix des denrées alimentaires et, s'il existe, un plan d'urgence de ce genre a-t-il fait l'objet de discussions avec les provinces?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, comme l'a dit plus tôt le premier ministre, nous avons un plan d'action quant à la question des prix en général et je répète qu'il est impossible de considérer le prix des denrées alimentaires à titre isolé à moins de l'intégrer à un plan général.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Nous en sommes arrivés à la fin de la période des questions. Le député peut poser une courte question supplémentaire et je donnerai ensuite la parole au député de Nickel Belt ou à celui de Coast Chilcotin, comme cela se présentera.

M. McGrath: Étant donné qu'un plan d'urgence à cet égard relève de la compétence provinciale, le gouvernement entend-il fonder son plan d'action sur le principe que le prix des denrées alimentaires, l'inflation et le chômage pourraient menacer la paix, l'ordre public et la bonne marche du gouvernement au pays? Est-ce là le genre de plan d'urgence que le gouvernement envisage?